



Conseil économique et social

Distr. générale
16 octobre 2013

Session de fond de 2013

Point 14, b, de l'ordre du jour

Résolution adoptée par le Conseil économique et social le 25 juillet 2013

[sur recommandation de la Commission du développement social (E/2013/26)]

2013/29. Deuxième cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid de 2002 sur le vieillissement

Le Conseil économique et social,

Rappelant que, dans le Plan d'action international de Madrid de 2002 sur le vieillissement, adopté à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement, tenue à Madrid du 8 au 12 avril 2002¹, il a été demandé que son application par les États Membres soit suivie de manière systématique pour véritablement arriver à améliorer la qualité de vie des personnes âgées,

Rappelant également les résolutions de l'Assemblée générale 65/182 du 21 décembre 2010, 67/139 et 67/143, toutes deux du 20 décembre 2012, et ses autres résolutions sur le vieillissement, ainsi que la résolution 21/23 du Conseil des droits de l'homme en date du 28 septembre 2012²,

Rappelant en outre que, dans sa résolution 2003/14 du 21 juillet 2003, il a invité les États Membres, le système des Nations Unies et la société civile à participer à une méthode d'examen et d'évaluation du Plan d'action qui parte de la base,

Ayant à l'esprit que, dans sa résolution 42/1 du 13 février 2004³, la Commission du développement social a décidé de procéder tous les cinq ans à l'examen et à l'évaluation du Plan d'action,

Notant qu'il sera procédé en 2017 au troisième cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action,

Prenant note des travaux du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement créé par l'Assemblée générale au paragraphe 28 de sa résolution 65/182,

¹ Rapport de la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement, Madrid, 8-12 avril 2002 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.IV.4), chap. I, résolution 1, annexe II.

² Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-septième session, Supplément n° 53A (A/67/53/Add.1), chap. III.

³ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 2004, Supplément n° 6 (E/2004/26), chap. I, sect. E.



Rappelant que, dans sa résolution 2010/14 du 22 juillet 2010, il a décidé que le deuxième cycle d'examen et d'évaluation de la mise en œuvre du Plan d'action suivrait la même procédure que celle retenue pour le premier cycle d'examen et d'évaluation, qu'il aurait lieu en 2013 lors de la cinquante et unième session de la Commission et qu'il aurait pour thème « Mise en œuvre intégrale du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement : situation sociale, bien-être et dignité, développement et pleine réalisation de tous les droits fondamentaux des personnes âgées »,

Prenant note du rapport du Secrétaire général⁴,

Appréciant les mesures prises dans ce domaine par les États Membres ainsi que par les organes et organismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les institutions nationales de défense des droits de l'homme, et se déclarant préoccupée par l'absence de progrès dans la réalisation des objectifs arrêtés à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement,

Considérant la nécessité d'incorporer la problématique hommes-femmes dans toutes les mesures relatives aux personnes âgées afin de tenir compte des besoins et des expériences des hommes et des femmes âgés,

1. *Constate* la réussite du deuxième cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid de 2002 sur le vieillissement¹ et ses résultats sur les plans international, régional et national, et constate également que les difficultés importantes auxquelles se heurtent les personnes âgées, qui compromettent leur participation à la vie sociale, économique et culturelle, restent liées, entre autres, à la discrimination fondée sur l'âge, aux mauvais traitements et à la violence, et à l'accès à des services de santé adaptés à l'âge, aux mesures de protection sociale et au marché du travail ;

2. *S'inquiète* de ce que le vieillissement ne suscite pas toujours l'intérêt voulu et que les personnes âgées continuent souvent de souffrir de la pauvreté et de l'exclusion sociale ;

3. *Encourage* les États Membres à continuer de prendre en compte le vieillissement dans leurs programmes, en ayant à l'esprit l'importance capitale que l'interdépendance entre les générations au sein de la famille, la solidarité et la réciprocité revêtent pour le développement social et pour la réalisation de tous les droits de l'homme des personnes âgées, et de garantir l'intégration sociale et la prévention et l'élimination de la discrimination fondée sur l'âge, y compris en appelant l'attention sur la problématique hommes-femmes ;

4. *Encourage également* les États Membres à faire mieux comprendre que la question du vieillissement intéresse la société tout entière, notamment en dispensant à tous les niveaux un enseignement propre à combattre les stéréotypes négatifs et la discrimination à l'encontre des personnes âgées ;

5. *Encourage en outre* les États Membres à envisager de recourir dans leurs stratégies nationales, entre autres, à des actions en faveur de l'autonomisation et de la participation, de l'égalité des sexes, de la sensibilisation et du renforcement des capacités, ainsi qu'à des outils d'exécution essentiels comme l'élaboration de politiques fondées sur les faits, les actions d'intégration, les approches participatives et les indicateurs ;

⁴ E/CN.5/2013/6.

6. *Encourage* les États Membres à redoubler d'efforts pour se donner les moyens de fixer des priorités et de répondre aux priorités nationales de mise en œuvre définies durant l'exercice d'examen et d'évaluation, en ayant à l'esprit les besoins spécifiques des personnes âgées en cas de catastrophe naturelle et de situation d'urgence, y compris en améliorant les mécanismes institutionnels, la recherche, la collecte et l'analyse des données et en formant le personnel nécessaire dans le domaine du vieillissement ;

7. *Demande* aux États Membres d'adopter les mesures appropriées, y compris, le cas échéant, des mesures législatives, afin de promouvoir et de protéger les droits des personnes âgées, ainsi que des mesures visant à leur assurer une sécurité économique et sociale et des soins de santé, tout en ayant à l'esprit le Plan d'action, l'intégration de la problématique hommes-femmes, la pleine participation des personnes âgées à la prise des décisions qui ont une incidence sur leur vie et le vieillissement dans la dignité ;

8. *Encourage* les États Membres à soutenir la communauté nationale et internationale des chercheurs pour conduire des études sur l'utilité du Plan d'action pour les personnes âgées et les politiques sociales nationales ;

9. *Encourage également* les États Membres à s'inquiéter du bien-être des personnes âgées et de leurs besoins en matière de santé, et est conscient que l'incidence et les conséquences des maladies non transmissibles peuvent être largement évitées ou réduites dans le cadre d'une démarche intégrant des interventions fondées sur des données factuelles, financièrement abordables, d'un bon rapport coût-efficacité, menées à l'échelle de la population et intéressant de multiples secteurs ;

10. *Invite* les États Membres à fixer des échéances pour les mesures à prendre au niveau national compte tenu des lacunes et des priorités recensées aux niveaux national et régional dans l'examen et l'évaluation, afin de renforcer la mise en œuvre ;

11. *Invite également* les États Membres à nouer des partenariats avec les organisations de la société civile et les organisations de personnes âgées afin d'accroître leur capacité nationale en matière de formulation, de mise en œuvre et de suivi des politiques relatives au vieillissement, ou à renforcer les partenariats qui existent ;

12. *Engage* les États Membres à continuer de participer véritablement à la mise en œuvre du Plan d'action, notamment en améliorant la collecte de données et la mise en commun des idées, des informations et des pratiques de référence ;

13. *Souligne* que des mesures supplémentaires de renforcement des capacités, tenant compte des besoins particuliers de chaque pays, s'imposent au niveau national pour promouvoir et faciliter la mise en œuvre du Plan d'action, et, dans cette perspective, invite les États Membres à alimenter le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies concernant le vieillissement, afin de permettre au Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat d'aider davantage les pays qui en feraient la demande ;

14. *Invite* les États Membres et les autres parties prenantes nationales et internationales de poids à continuer de coopérer avec le Département, en tant qu'organe mondial de liaison sur le vieillissement, pour poursuivre la mise en œuvre du Plan d'action ;

15. *Constate* que les commissions régionales des Nations Unies ont apporté un concours essentiel à l'application du Plan d'action ainsi qu'à son examen et à son évaluation, y compris en organisant les réunions régionales prévues à cet effet et en

établissant les documents finals, et demande au Secrétaire général de renforcer leur rôle, notamment celui de leurs centres de coordination pour le vieillissement, de façon à leur permettre de poursuivre leurs activités d'exécution au niveau régional ;

16. *Invite* ses commissions techniques, dans les limites de leur mandat, à envisager de généraliser la prise en compte des questions relatives au vieillissement, y compris, le cas échéant, en inscrivant la question du vieillissement dans leurs programmes de travail, compte tenu de l'importance qu'il y a à mieux coordonner l'action du système des Nations Unies et à renforcer les capacités, en fonction des besoins, de façon à améliorer la situation des personnes âgées ;

17. *Invite* toutes les entités pertinentes du système des Nations Unies qui peuvent contribuer à l'amélioration de la situation des personnes âgées, dans les limites de leur mandat, à donner une priorité accrue aux besoins et aux préoccupations de celles-ci, tout en tirant le meilleur parti des effets de synergie ;

18. *Encourage* la communauté internationale à élargir sa coopération pour appuyer l'action que mènent les pays en vue d'éliminer la pauvreté, conformément aux objectifs adoptés au niveau international, de manière à assurer une aide sociale et économique durable aux personnes âgées et notamment à renforcer les dispositifs relatifs au vieillissement en nouant des partenariats plus étroits avec la société civile, y compris les organisations de personnes âgées, les milieux universitaires, les fondations de recherche, les associations locales et les organisations d'inspiration religieuse, et avec le secteur privé ;

19. *Invite* la communauté internationale et les organismes compétents du système des Nations Unies, agissant dans le cadre de leur mandat, à appuyer les efforts faits au niveau national et à financer les travaux de recherche et de collecte de données sur le vieillissement, en vue de mieux comprendre les difficultés et les possibilités qui vont de pair avec le vieillissement de la population et de fournir aux décideurs des informations et des analyses plus exactes, pratiques et précises sur le vieillissement, selon le sexe et les handicaps, aux fins notamment de l'élaboration, du suivi et de l'évaluation des politiques ;

20. *Recommande* que la situation des personnes âgées soit prise en considération dans l'action menée pour atteindre les objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire⁵, et ait une place dans les débats concernant le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 ;

21. *Prie* le Secrétaire général de donner suite aux conclusions du deuxième cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action, s'agissant en particulier du lien entre développement, politique sociale et droits de l'homme des personnes âgées, afin, notamment, d'enrichir l'action future des entités et organes compétents des Nations Unies, notamment du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement ;

22. *Prie également* le Secrétaire général de soumettre à la Commission du développement durable, à sa cinquante-deuxième session, en 2014, un rapport sur l'application de la présente résolution.

47^e séance plénière
25 juillet 2013

⁵ Résolution 55/2 de l'Assemblée générale.